

Synthèse régionale

Bonne dynamique économique en 2017

Guillaume Volmers, Insee Bourgogne-Franche-Comté

Dans un contexte national dynamique, l'économie de la Bourgogne-Franche-Comté confirme en 2017 l'amélioration et les signes encourageants perçus en 2016.

L'emploi se développe, soutenu par l'intérim et les services marchands

En 2017, la Bourgogne-Franche-Comté gagne 6 300 emplois, une hausse de 1,1 % en un an, cependant moins dynamique qu'au niveau national (+ 1,6 %). Le dynamisme de l'intérim, qui progresse de 14 % et crée 5 000 emplois, y est pour beaucoup.

Le secteur tertiaire marchand hors intérim continue de se développer, même si le rythme est moins soutenu qu'en 2016. Pour la première fois depuis près de dix ans, les effectifs salariés de la construction augmentent. L'industrie perd toujours des emplois, mais nettement moins qu'au cours des cinq dernières années. De plus, contrairement à l'an dernier, ce recul ne concerne plus toutes les activités industrielles.

L'emploi frontalier continue de progresser

Fin 2017, 34 300 actifs habitent dans la région et travaillent en Suisse, une hausse de 1,8 % en un an. Cette progression, qui s'inscrit dans une tendance de long terme, est nettement plus appuyée que l'an dernier.

Recul du taux de chômage pour la troisième année consécutive

Le taux de chômage régional recule de 1,2 point en un an et s'établit à 7,6 % fin 2017. Cette baisse profite à tous les départements, et davantage à ceux où le

taux de chômage était le plus élevé. Les écarts départementaux tendent ainsi à se réduire.

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi diminue en catégorie A (personne n'ayant exercé aucune activité dans le mois) alors qu'il augmente pour les catégories B et C (personne ayant eu une activité réduite).

La reprise économique bénéficie davantage aux hommes et aux jeunes de moins de 25 ans, moins aux femmes et aux seniors.

Toujours plus de créations d'entreprises, moins de défaillances

Pour la deuxième année consécutive, le contexte régional est favorable pour les créations d'entreprises. Après une hausse de 2,5 % en 2016 en Bourgogne-Franche-Comté, elles augmentent de 3,5 % en 2017. Comme l'an dernier, ce sont les entreprises individuelles hors régime du micro-entrepreneur qui portent cette dynamique. La baisse des défaillances amorcée en 2016 se poursuit et confirme la vitalité retrouvée de l'économie régionale. Ce rebond reste cependant moins élevé qu'au niveau national.

La reprise se confirme pour les constructions de logements

Permis de construire et mises en chantier progressent fortement en Bourgogne-Franche-Comté, +14 % et +20 %. Ces rythmes sont supérieurs au niveau national.

Si les ventes de logements neufs reculent pour la première fois en cinq ans, la région reste parmi les moins chères de France. La conjoncture ne profite toutefois pas au non résidentiel, dont les surfaces autorisées à la construction repartent à la baisse.

Forte progression du fret routier intrarégional

Le fret routier progresse fortement en Bourgogne-Franche-Comté grâce à l'augmentation des échanges intrarégionaux. Les immatriculations de véhicules neufs décrochent par rapport à la tendance nationale, grevées par la forte baisse dans le Doubs. Le transport aérien progresse peu en comparaison de l'ensemble du pays et reste très marginal.

Fréquentation record dans les hôtels et campings de la région

La fréquentation touristique est en hausse de 4 % en 2017 par rapport à 2016. Elle progresse davantage dans les campings (+ 10 %) que dans les hôtels (+ 2 %). Le nombre de nuitées est à un niveau jamais atteint, porté par le retour de la clientèle étrangère. L'embellie concerne les huit départements de la région, à l'exception de l'hôtellerie du Jura.

Agriculture : des niveaux de production élevés

En 2017, les grandes cultures renouent avec des rendements satisfaisants. Les vendanges sont d'un bon niveau, à l'exception notable du Jura. Dans une filière bovine en difficulté, les exportations de jeunes bovins atteignent un nouveau record. Les livraisons de lait, en hausse à partir du mois de juin, se maintiennent au niveau de 2016. ■

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

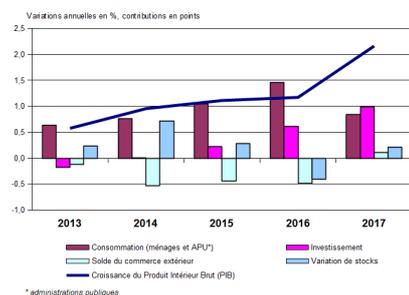
En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en

2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016) faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà

dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

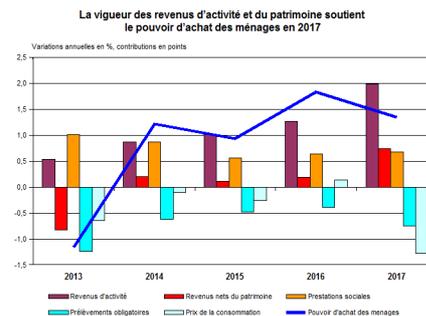
L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %) (figure 2).

2 Évolution du pouvoir d'achat des ménages et de ses composantes



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.